



Le 2 décembre 2020

Lettre ouverte aux Coopérateurs de Tereos, de la part des élus du personnel de Tereos, membres du Comité de Groupe de Droit Français

Mesdames, Messieurs,

Certains de vos élus ont commis des actions inacceptables : ils ont accusé Tereos d'actes de **TERRORISME**, et ont ainsi délibérément et intentionnellement **ATTAQUE** et **MIS EN DANGER** notre outil de travail. Ces actes et les personnes qui les ont décidés et conduits, ont été condamnés par le tribunal correctionnel pour leur intention de **NUIRE** directement au Groupe Tereos.

Vous et les collaborateurs de Tereos avez le droit de savoir : le tribunal a jugé qu'ils ont agi de « **MAUVAISE FOI** », qu'ils ont « **SCIEMMENT OCCULTE AU MOMENT DE LA PLAINTÉ DES ELEMENTS D'INVESTIGATION POURTANT ESSENTIELS** », « **LE TOUT ACCOMPAGNE D'UNE ORCHESTRATION MEDIATIQUE IMPORTANTE** » et que ces « **FAUSSES ACCUSATIONS ONT NECESSAIREMENT PORTE ATTEINTE A L'IMAGE DE L'ENTREPRISE ET ONT PU ENTRAINER DES CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES NON NEGLIGEABLES** ».

Ce verdict est pour nous **SANS APPEL**.

En tant que salariés de Tereos, nous sommes **CHOQUES** que certains de vos élus aient favorisé une manœuvre pour réintégrer ces personnes au Conseil de Surveillance. C'est purement **SCANDALEUX** et nous n'avons pas **CONFIANCE** pour dialoguer avec ces personnes.

En 2019, nous avons affirmé notre soutien à la gouvernance en place, tout en gardant notre indépendance de vue. Nous réitérons notre soutien à la gouvernance du groupe, qui grâce à sa stratégie a su valoriser les matières premières agricoles et développer l'emploi.

Nous appelons à un réveil des consciences et au **BON SENS** des coopérateurs. Certains de vos élus sont **DANGEREUX** pour l'avenir de l'entreprise, pour l'avenir de nos usines, pour l'avenir de nos emplois.

Quel exemple souhaitons-nous montrer : qu'un condamné de justice peut demain, prendre les rênes de Tereos ? Ce n'est pas l'image que nous nous faisons de Tereos ni de l'application de la justice française. Qu'aurait on dit si un salarié avait fait cela ? Le comportement de ces élus est scandaleux.

Nous vous demandons avec l'ensemble des salariés du Groupe que nous représentons, de mesurer le poids de votre responsabilité en cet instant critique. Sachez que s'il faut se faire entendre dans les usines pour défendre l'avenir des salariés, nous le ferons.

Le Secrétaire du Comité de Groupe de Droit Français, pour l'ensemble des élus du Comité.

Mr Lionel Cavennes